

DÉPARTEMENT DU NORD

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE

CANTON D'HAZEBROUCK



VILLE D'ESTAIRES

Interdiction temporaire de stationner**ARRETE REGLEMENTAIRE N°AR202500259 - 380****ARRÊTÉ D'INTERDICTION TEMPORAIRE DE STATIONNER- DU N°2
AU N°4 RUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE À ESTAIRES
LE JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025 DE 13H00 À 18H00**

Nous, le Maire de la ville d'ESTAIRES

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 5211-9-2 ;
Vu le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;
Vu l'article R 610-5 du code pénal,
Vu le déménagement prévu le jeudi 11 novembre 2025 de 13h00 à 18h00,

Considérant qu'il convient de réglementer temporairement, par mesure de sécurité, le stationnement des véhicules du n°2 au n°4 rue du Général De Gaulle à Estaires, pour permettre le déménagement qui se déroulera le jeudi 11 novembre 2025 de 13h00 à 18h00.

ARRETE**Article 1**

Afin de permettre le déménagement et d'éviter tous risques d'accidents, le stationnement des véhicules de tout genre sera interdit le jeudi 11 novembre 2025 de 13h00 à 18h00, du n°2 au n°4 rue du Général De Gaulle à Estaires .

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription - sera mise en place à la charge de la municipalité.

Article 3

Les dispositions définies par l'article 1er prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 4

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5

Tout véhicule en infraction sera mis en fourrière.

Article 6

Ces dispositions ne concernent pas les véhicules de sécurité, de secours et de lutte contre l'incendie dans le strict cadre de leurs interventions.

Article 7

Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 8

Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Madame la

Responsable de la Police Municipale, le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché.

Fait à Estaires le 01/12/2025

Le Maire
Dorothée BERTRAND

